



PRÉFET DE LA LOIRE

Le préfet de la Loire

ARRETE N° 273 /DDPP/2017 IMPOSANT DES MESURES DE SÉCURITÉ ET DES MESURES PRISES À TITRE CONSERVATOIRE

SOCIÉTÉ RDS À ANDREZIEUX BOUTHEON

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L 511-1, L 512-20 et R 512-69;

VU les constatations de l'inspection des installations classées en date du 26 juin 2017;

VU le rapport de l'inspection des installations classée du 27 juin 2017 faisant suite à la visite d'inspection du 26 juin 2017 sur le site de RDS À ANDREZIEUX BOUTHEON ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation arrêté préfectoral d'autorisation n° 19857 du 10 février 2005 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 31 octobre 2007 et 3 mai 2012 réglementant les activités exercées par la société RDS À ANDREZIEUX BOUTHEON ;

VU la pollution des eaux et des sols survenue le 24 juin 2017 suite à l'incendie s'étant déclaré sur le site

CONSIDERANT que l'incendie du 24 juin 2017 et ses conséquences sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de prescrire immédiatement la mise en œuvre de mesures conservatoires en vue de protéger les intérêts susnommés ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société RDS ANDREZIEUX BOUTHEON, dont le siège est situé à devra se conformer aux dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de ANDREZIEUX BOUTHEON

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 : Analyses à réaliser

1- L'exploitant effectuera, sous deux jours, les analyses d'eaux sur le bassin d'orage de la ZAC.

Ces analyses porteront sur les paramètres suivants :

- DCO
- DBO5
- HCT
- MES
- dioxynes
- PCB
- HAP
- Métaux

2- L'exploitant effectuera, sous huit jours, les analyses de sols superficiels suivantes :

- PCB
- dioxynes
- HAP

Ces analyses seront réalisées suivants trois points définis en fonction du sens du vent le jour de l'incendie, à savoir :

- un sol témoin en amont du site.
- deux sols en aval. Un à proximité, l'autre plus éloigné.

Article 3 : Information du service de l'inspection

L'exploitant tient régulièrement informé le service de l'inspection des installations classées des suites du sinistre et lui communique dès réception les éléments suivants :

- résultats des analyses demandées à l'article 3 du présent arrêté .

Article 4 : Frais engagés

Tous les frais engagés pour répondre aux articles 2 à 3 du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais de recours

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 6 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire d'Andrézieux Bouthéon et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le **28 JUIN 2017**

Le Préfet

Pour le Préfet
et en l'absence
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

